

À QUI PROFITENT VRAIMENT LES GRANDS BARRAGES ?

Pourquoi l'Europe finance les grands barrages dans les pays du Sud



www.amisdelaterre.org

Campagne soutenue par : AITEC, ATTAC, CADTM France, CCFD-Terre Solidaire, Coordination SUD, CRID, France Libertés, Ingénieurs sans Frontières, Réseau Foi et Justice Afrique-Europe, Réseau Une Seule Planète, Ritimo, Sherpa.

Soutiens au niveau international : Both Ends, CADTM Belgique, Campagna per la Riforma della Banca Mondiale, CEE Bankwatch, CounterBalance, Ecologistas en Acción, Friends of the Earth Slovakia-CEPA, International Rivers, Observatori del Deute en la Globalització, Urgewald.

une seule planète
www.uneseuleplanete.org



**Les Amis
de la Terre**

LES GRANDS BARRAGES :

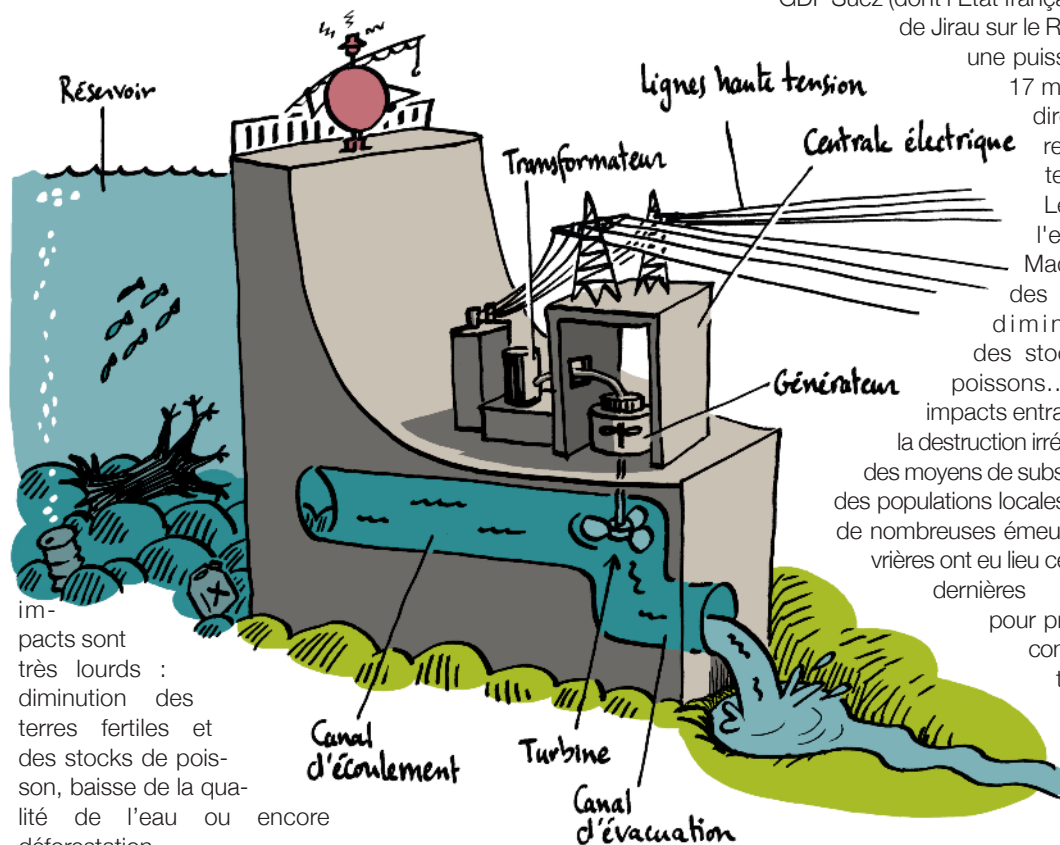
DES PROJETS RUINEUX ET NEFASTES POUR
LES POPULATIONS LOCALES ET LA PLANETE

Après une période de déclin, les investisseurs publics et privés manifestent depuis 2000 un regain d'attrait pour les grands barrages hydro-électriques. Institutions financières internationales comme la Banque mondiale ou la Banque européenne d'investissement, banques et entreprises privées des pays du Nord, se ruent sur les fleuves et rivières des pays du Sud pour « aider au développement ». Quelles sont les raisons de cet engouement, et quels en sont les impacts réels sur l'environnement et les communautés concernées ?

Un choix calamiteux pour le climat et pour l'environnement

Les grands barrages sont présentés par leurs promoteurs comme des projets « verts » de production d'énergie renouvelable. La réalité est tout autre. Leur construction crée d'immenses retenues d'eau qui submergent des terres cultivées ou des forêts, naturellement riches en matières organiques. La décomposition de ces matières dans les réservoirs libère de grandes quantités de gaz à effet de serre (notamment du méthane et du protoxyde d'azote, respectivement 25 et 300 fois plus puissants que le CO₂). Loin d'aider à lutter contre le changement climatique, la construction de grands barrages l'accélère.

Les grands barrages constituent aussi un bouleversement majeur du fonctionnement des cours d'eau et des écosystèmes. Ils participent à la disparition de nombreuses espèces animales et végétales. Pour beaucoup de communautés qui dépendent fortement de leur environnement pour vivre, les



impacts sont très lourds : diminution des terres fertiles et des stocks de poisson, baisse de la qualité de l'eau ou encore déforestation.

De plus, les retenues d'eau constituent un terrain propice à l'apparition de maladies telles que la dengue et le paludisme. **Ces effets cumulés réduisent considérablement les possibilités de subsistance des populations locales.**

Le barrage de Jirau au Brésil, ou la réalité de ce que fait GDF Suez

GDF Suez (dont l'Etat français est actionnaire à 36 %) construit actuellement le barrage de Jirau sur le Rio Madeira au Brésil. Ce projet colossal conçu pour générer une puissance de 3 300 mégawatts coûterait entre 4,4 milliards et 17 milliards d'euros ! Plusieurs communautés autochtones sont directement menacées par ce barrage mais, plutôt que de respecter la constitution brésilienne qui prévoit leur consentement libre, préalable et informé, GDF Suez est passé outre. Le projet aura en effet des répercussions importantes sur l'ensemble des communautés riveraines du bassin du Madeira : déplacement de milliers de personnes, inondation

des forêts, diminution des stocks de poissons... Ces impacts entraîneront la destruction irréversible des moyens de subsistance des populations locales. Enfin, de nombreuses émeutes ouvrières ont eu lieu ces deux dernières années pour protester

contre les conditions de travail : une réalité qui n'est jamais mentionnée dans les publicités de GDF Suez.



Vue du site de construction de Jirau en mars 2011 (en haut) et d'un camp de relogement des populations déplacées (en bas).



C'est le pourcentage de rivières et de fleuves dont le fonctionnement est gravement altéré par les grands barrages dans le monde.



C'est le nombre de personnes déplacées suite à la construction des grands barrages dans le monde au cours du XX^e siècle.



C'est au minimum la part de responsabilité des grands barrages dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre (soit plus que le secteur aérien).



C'est le nombre de grands barrages dans le monde. Les grands barrages ont une hauteur de 15 m ou plus à partir de la fondation et un réservoir supérieur à 3 millions de m³.

Q Dans de trop nombreux cas, le prix payé par les personnes déplacées, les communautés en aval, les contribuables et le milieu naturel pour s'assurer de ces bénéfices a été inacceptable et souvent inutile, particulièrement du point de vue social et environnemental.

Commission mondiale des barrages

COURSE À LA CONSOMMATION DANS LES PAYS RICHES, ET GRANDS BARRAGES DANS LES PAYS DU SUD

Les grands barrages ne sont pas adaptés à la nécessité de fournir à tous, en milieu rural notamment, un accès à l'énergie. Leurs coûts faramineux de construction et d'entretien pèsent sur le coût de l'électricité, qui ne devient rentable qu'avec la construction de lignes à haute tension pour exporter le courant vers les grands centres de consommation. La construction, souvent minimaliste, d'infrastructures pour alimenter des villages riverains relève surtout du budget communication pour éviter les critiques.

La logique économique des grands barrages est ainsi très souvent liée aux intérêts de grosses industries en quête d'électricité bon marché pour produire des marchandises destinées à l'exportation. Ainsi au Cameroun, où plus de la moitié de la population n'a pas accès à l'électricité, la BEI s'apprête à financer la construction du barrage de Lom Pangar, destiné à permettre l'expansion d'une usine de fonte d'aluminium (détenue à 47,5 % par la multinationale britannique Rio Tinto, et dont l'AFD est actionnaire à hauteur de 5 %) qui utilise déjà à elle seule près de la moitié de l'énergie du pays.

➤ Mais désormais, c'est même l'exportation de l'électricité d'Afrique vers l'Europe qui est envisagée !!!

Le « Grand Inga », sur lequel lorgnent toutes les banques publiques et le G20, consisterait à construire sur le fleuve Congo le plus grand barrage du monde (40 000 MW de puissance pour un coût estimé à 100 milliards de dollars). Officiellement ce projet offrira l'accès à l'électricité à 500 millions d'Africains mais, en réalité, cette électricité serait plutôt destinée à des entreprises minières comme BHP Billiton, à l'Afrique du Sud, voire même à l'Europe via une ligne haute tension de 5 800 km traversant les jungles équatoriales du Congo-Brazzaville et de la République Centrafricaine jusqu'en Égypte, avant de franchir la Méditerranée ! En effet, l'Union européenne qui importe 52 % de son énergie, est terrifiée à l'idée d'en manquer. Sa priorité : « renforcer la dimension extérieure du marché de l'énergie de l'UE » et donc « recenser les infrastructures d'importance majeure [tel le Grand Inga] pour la sécurité énergétique puis veiller à leur édification ». Au lieu de réduire sa consommation, l'UE continue à privilégier la « sécurisation de l'accès », exerçant ainsi une pression insoutenable sur les pays du Sud et un accaparement inacceptable de leur espace écologique.

Pour en savoir plus, retrouvez le rapport consacré au projet du Grand Inga sur : www.amisdelaterre.org/grandsbarrages

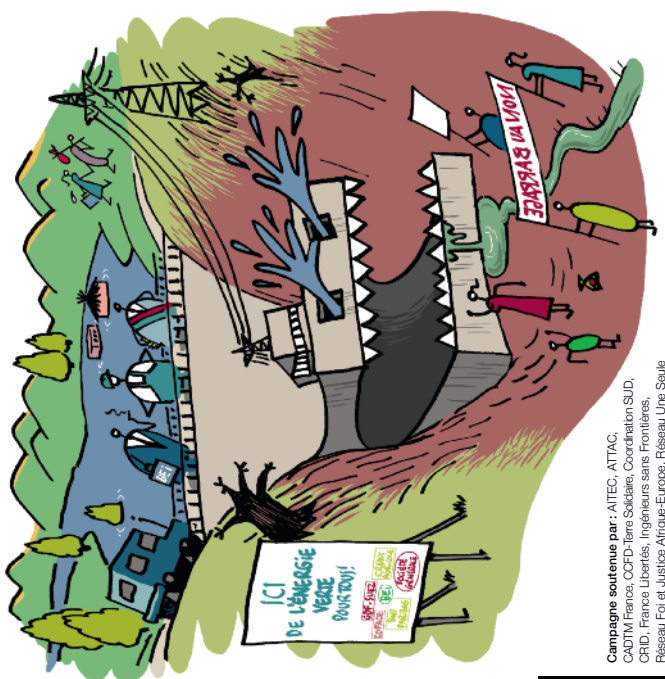
Autoroutes de l'énergie électrique
au départ du site d'INGA



Le barrage de Belo Monte sur le Rio Xingu au Brésil provoquera le déplacement de plus de 20 000 personnes et menacera la survie de peuples indigènes.

À QUI PROFITENT VRAIMENT LES GRANDS BARRAGES ?

Pourquoi l'Europe finance les grands barrages dans les pays du Sud



Campagne soutenue par : AITEC, ATTAC, CADTM France, CCFD-Terre Solidaire, Coordination SUD, CRD, Franco Libertés, Ingénieurs sans Frontières, Réseau Foi et Justice Afrique-Europe, Réseau Une Seule Planète, Rimini, Sherpa.

Soutiens au niveau international : Both Ends, CADTM Belgique, Campagna per la Riforma della Banca Mondiale, CEE Bankwatch, CounterBalance, Ecologists in Action, Friends of the Earth Slovakia-CEPA, International Rivers, Observatori del Deute en la Globalització, Ugawald.

www.amisdelaterre.org

J'ai interpellé le Président de la BEI en envoyant la carte postale « A qui profitent vraiment les grands barrages ? »

Je soutiens la campagne des Amis de la Terre.

Je fais un don, déductible à 66% de mes impôts.

- ☐ 30 € permettent de participer au financement nos recherches ☐ 50 € renforcent notre action de plaidoyer auprès des décideurs
☐ 80 € nous aident à organiser des missions sur le terrain ☐ Autre : €

Je veux adhérer aux Amis de la Terre

➤ Le plus simple : 1 € par semaine

(soit un prélèvement automatique de 13 euros par trimestre.)

Nom et adresse de l'établissement teneur du compte à débiter (à remplir impérativement)

Agence :

N° : Rue :

Code postal : Ville :

Veuillez joindre à cette autorisation un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP)

Autorisation de prélèvement N° national d'émetteur : 449 672

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par les Amis de la Terre. Je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte ou aux Amis de la Terre France. Association bénéficiaire : Les Amis de la Terre • 2B rue Jules Ferry • 93100 Montreuil

Fait à : Le : Signature :

Mes coordonnées

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Courriel :

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6/1/1978, vous pouvez à tout moment accéder aux informations vous concernant, en demander la rectification ou la suppression, ou vous opposer à leur diffusion.

➤ QUI SE CACHE DERRIERE UN GRAND BARRAGE ?

Alors que les grands barrages sont des projets extrêmement coûteux et risqués, leur rythme de construction s'accélère. Comment expliquer ce paradoxe ?

Lors du montage du projet, les coûts sont souvent sous-estimés par les promoteurs, qui en exagèrent par ailleurs les bénéfices. Ainsi, la Commission mondiale des barrages estime qu'un barrage coûte en moyenne 56 % de plus que prévu et que, dans 55 % des cas, ils n'atteignent pas leurs objectifs de production d'énergie. Plutôt que d'aider les États à avoir un regard critique sur ces projets, les institutions financières internationales comme la Banque mondiale ou la Banque européenne d'investissement proposent des prêts attractifs, sous prétexte de « participer au développement », alors qu'il s'agit en réalité le plus souvent de défendre des intérêts économiques.

La construction des grands barrages constitue pour quelques entreprises du Nord, comme EDF, GDF Suez ou Alstom, un marché non seulement juteux mais aussi... sans risques ! Et ce grâce à plusieurs mécanismes. Citons, par exemple, la multiplication des partenariats « publics/privés », qui permettent aux entreprises de maximiser leurs profits tout en faisant supporter aux États les conséquences de la sous-évaluation des risques et des coûts. Autre astuce : se couvrir en cas de défaut de paiement par une garantie publique des agences de crédit à l'exportation (la COFACE en France) qui, en cas de problème, fera passer la facture sur le budget de l'État. L'ensemble de ces mécanismes transforme les projets de grands barrages en investissements rentables et sécurisés pour les banques et autres investisseurs privés. Cerise sur le gâteau : ces investissements permettent de s'acheter une image d'entreprise verte et citoyenne, impliquée dans le développement des énergies « renouvelables » et dans la lutte contre la pauvreté.

La responsabilité de la Banque européenne d'investissement dans les grands barrages

Institution publique peu connue et très opaque, la Banque européenne d'investissement (BEI) est pourtant le premier bailleur de fonds international, avec 72 milliards d'euros de prêts en 2010 contre 57,8 milliards pour la Banque mondiale (BM). La BEI est censée agir au nom des citoyens européens, mais il est très difficile d'obtenir d'elle les informations voulues sur les projets qu'elle finance ou s'apprête à financer.



Aujourd'hui, plus de 12 % des activités de la BEI sont situées hors Union européenne (UE). Depuis 2003, la Banque européenne d'investissement a accordé près de 900 millions d'euros de prêts aux centrales hydroélectriques sous couvert de financer une énergie propre et durable. Ce développement

est particulièrement marqué pour la zone Afrique Caraïbes Pacifique (ACP), où 8 barrages ont été financés par la BEI sur cette période alors que, dans le même temps, elle n'a pas investi un euro pour l'éducation et la santé !

Or selon le traité de Lisbonne, les prêts de la BEI doivent contribuer dans les pays du Sud à la réalisation des objectifs de coopération de l'UE, à savoir la réduction et l'éradication de la pauvreté. La BEI se doit « d'évaluer ses prêts à l'aune de leur contribution en faveur de l'accomplissement des Objectifs du millénaire pour le développement et du développement durable ». Pourtant, la BEI juge principalement les projets sur leur rentabilité et se contente des études d'impacts fournies par les promoteurs pour approuver ces projets. Est-ce l'approche que l'on est en droit d'attendre de la part de la banque publique de l'Union européenne ?

DROIT À L'ÉNERGIE OU GRANDS BARRAGES ?

Entre 1,4 et 2 milliards d'habitants des pays du Sud, en zone rurale surtout, n'ont pas accès à l'électricité. Pour les Amis de la Terre, il s'agit pourtant d'un droit fondamental, indispensable à la satisfaction d'autres besoins comme la santé ou l'éducation. Il existe aujourd'hui de nombreuses techniques qui permettent de produire de façon décentralisée et autonome, à partir de sources renouvelables, une énergie répondant aux besoins des populations : solaire thermique ou photovoltaïque, éolien, four à bois amélioré, géothermie, micro-hydraulique...

Ainsi une récente étude de l'Agence internationale de l'énergie montre qu'il est possible d'atteindre l'accès universel à l'énergie à travers l'extension de systèmes décentralisés d'énergies renouvelables dans 70 % des zones rurales des pays en développement.

Au lieu d'investir dans de grands barrages, et de gonfler ainsi artificiellement ses prêts aux énergies renouvelables, pour une production destinée avant tout à des usages industriels, la Banque européenne d'investissement devrait, conformément à son mandat de « développement durable et d'éradication de la pauvreté », réorienter ses investissements vers des alternatives plus respectueuses de l'humain et des écosystèmes.



Environ 140 euros. C'est le montant que prête chaque année la Banque européenne d'investissement au nom de chaque citoyen européen.

472
MILLIONS

c'est dans le monde, le nombre de personnes affectées par les impacts en aval des grands barrages.

MOBILISONS-NOUS ! La construction du barrage Gibe III en Ethiopie est l'a besoin de 1,4 milliard de dollars pour l'achever. De grandes banques publ

son mandat de
« développement durable et d'éradication de la pauvreté »,
réorienter ses investissements vers des alternatives plus
respectueuses de l'humain et des écosystèmes.

Le barrage de Bujagali en Ouganda : révélateur des errements de la BEI



Populations affectées par la construction
du barrage de Bujagali.

Malgré l'opposition des communautés locales depuis 15 ans, le projet « Bujagali » a été approuvé en 2007 par la Banque européenne d'investissement, qui a accordé un prêt de 98,5 millions d'euros pour la construction, la propriété et l'exploitation d'un barrage et d'une centrale hydroélectrique d'une capacité de 250 MW. La construction a été sous-traitée à Salini, une entreprise italienne déjà connue pour son implication dans des grands barrages en Ethiopie. L'un des objectifs affichés du soutien de la BEI au secteur de l'énergie est « d'améliorer l'accès de la population à des sources d'énergie modernes en particulier pour les franges les plus pauvres ». Pourtant, d'après le Panel d'inspection de la Banque mondiale, la surestimation de la capacité du barrage, combinée aux termes défavorables de l'accord d'achat de l'électricité, rendra celle-ci inabordable pour la majorité des Ougandais... sans compter que 5% de la population seulement est reliée au réseau électrique ! De surcroît, les chutes de Bujagali seront complètement submergées par le réservoir du barrage, malgré leur importance culturelle et spirituelle pour le peuple Busoga, et les revenus touristiques significatifs qu'elles génèrent. Enfin la majorité des personnes affectées n'ont pas reçu de compensation juste et adéquate, et leurs conditions de vie se sont dégradées. Une plainte d'organisations de la société civile ougandaise et européenne a été déposée auprès de la BEI. A ce jour la Banque n'a toujours pas donné suite et des démarches sont désormais en cours auprès du médiateur de l'Union européenne.

Nam Theun 2 au Laos :

« un projet unique de développement durable »

Nam Theun 2 est souvent présenté comme un projet modèle de grand barrage. Une réputation qui, ne résiste pas à un examen attentif. D'une puissance de 1 075 mégawatts, le barrage de Nam Theun 2 est le plus grand projet hydroélectrique d'Asie du Sud-Est. EDF détient 40 % de NTPC - Nam Theun Power Corporation - le consortium créé pour sa construction.

Son coût de 1,22 milliard d'euros, supérieur au budget annuel du gouvernement laotien, a permis au projet de recevoir le soutien en 2005 de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement puis de la Banque européenne d'investissement (BEI) qui accorda un prêt de 45 millions d'euros. L'appui de ces institutions financières internationales a enclenché l'arrivée d'autres investisseurs, telles l'Agence française de développement (AFD) et sa filiale privée Pro-parco, la COFACE (Agence française d'assurance crédit à l'exportation), mais aussi des banques privées comme la Société Générale, BNP Paribas et le Crédit Agricole.

Des conséquences désastreuses

Les conséquences sociales et environnementales de ce barrage sont nombreuses. L'inondation du plateau de Nakai (une zone de 450 km²) a exigé le déplacement de 6 300 personnes, qui ont été réinstallées sur des terres de mauvaise qualité, peu propices à l'agriculture. Par ailleurs, plus de 110 000 personnes des villages riverains sont victimes de la dégradation de leurs moyens de subsistance du fait de la diminution de la qualité de l'eau et de la baisse des ressources en poissons. De plus, alors que la zone nationale protégée de Nakai-Nam Theun devait être sauvegardée, le réservoir du barrage a ouvert l'accès à cette aire, y renforçant la déforestation, la chasse illégale, et menaçant donc son intégrité écologique. Ces impacts sont le plus souvent occultés par les promoteurs de Nam Theun 2 qui, comme EDF, n'hésitent pas à présenter ce barrage comme un projet visant à fournir de l'électricité aux populations locales. En réalité, l'électricité est exportée à 95 % vers la Thaïlande, où les besoins industriels sont croissants. Selon les institutions financières internationales, les revenus générés doivent être utilisés à la lutte contre la pauvreté. Dans un pays classé 154^e sur l'Indice de la perception de la corruption de Transparency International, et sans mécanisme de contrôle indépendant, tout porte à croire qu'il n'en sera rien.



Manifestation contre le barrage de Nam Theun 2 en mars 2005
devant le siège de la Banque mondiale à Bangkok.

MOBILISONS-NOUS ! La construction du barrage Gibe III en Ethiopie est lancée depuis 2006 mais le gouvernement a besoin de 1,4 milliard de dollars pour l'achever. De grandes banques publiques sont sollicitées pour financer ce projet dont les impacts seraient désastreux pour les écosystèmes et les conditions de vie de 500 000 personnes. Les Amis de la Terre et un collectif international d'ONG lancent alors en mai 2010 une pétition pour s'y opposer. Et ça marche ! Sous la pression des citoyens, la BEI décide de ne pas financer Gibe III. La mobilisation continue : demandons à la BEI de réorienter ses prêts vers les énergies vraiment renouvelables !

Interpellez le président de la Banque européenne d'investissement et envoyez-lui la carte postale ci-jointe ou participez à la cyberaction : www.amisdela terre.org/petitionbarrages

➤ **Rappelons à la Banque sa mission première** : lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement durable, et non pas faire des profits !

➤ La Banque européenne d'investissement manque de règles

La BEI souffre d'un manque alarmant de règles sociales et environnementales. Les documents qu'elle fournit font juste état de principes flous et confus, qui ne permettent en aucun cas d'évaluer correctement les projets qu'elle soutient. Ces lacunes ont conduit droit dans le mur quelques-uns des projets qu'elle finance : le tunnel du barrage de Gilgel Gibe 2 en Ethiopie s'est effondré début 2010 quelques jours après son inauguration ; le projet hydroélectrique de Dos Mares (détenu à 100 % par le groupe français GDF Suez) a provoqué en août 2010 l'inondation d'un village suite à l'ouverture d'une écluse puis, en octobre 2011, une des turbines s'est effondrée avant même que la centrale soit opérationnelle. **Il est inadmissible que la BEI accepte de financer des projets aussi risqués sans même être en mesure d'analyser leurs conséquences.**

Suite aux controverses sur les grands projets hydroélectriques, la Commission mondiale des barrages (CMB) a été créée en 1998, à l'initiative de la Banque mondiale. Cette commission propose plusieurs recommandations qui, si elles étaient sérieusement prises en compte, amèneraient une réorientation des investissements des grands barrages vers des projets de micro-hydraulique répondant mieux aux besoins des communautés.

Les priorités stratégiques de la Commission mondiale des barrages

- obtenir l'accord libre, préalable et informé des personnes affectées ;
- évaluer toutes les autres options possibles en amont du projet ;
- préserver les cours d'eau et les moyens de subsistance en donnant la priorité à l'optimisation des barrages déjà existants ;
- reconnaître les droits et partager les bénéfices en mettant en place des mécanismes d'atténuation et de compensation pour les populations affectées ;
- assurer le respect des règles et normes en mêlant incitations et sanctions.

Aujourd'hui ces aspects ne sont absolument pas pris en compte par la BEI, qui se contente d'y faire référence en termes extrêmement vagues. La BEI doit faire évoluer radicalement ses pratiques et se doter de règles précises et contraignantes pour évaluer les impacts sociaux et environnementaux des projets qu'elle envisage de financer.

Des alternatives existent !

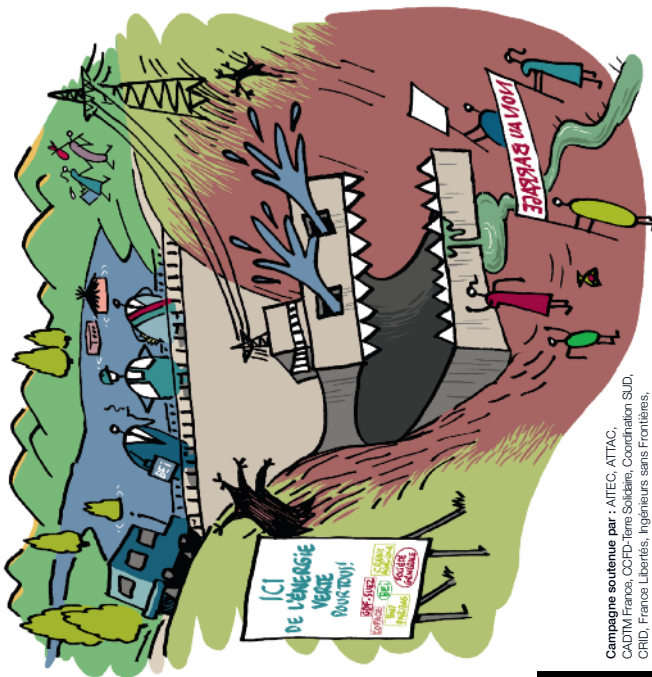
Non aux grands barrages, oui à la micro-hydraulique

Contrairement aux grands barrages, les projets micro-hydrauliques (c'est-à-dire d'une puissance inférieure à 10 MW) ne modifient pas de façon majeure le fonctionnement des cours d'eau. Outre leur impact environnemental moindre, ils permettent de produire localement de l'énergie avec un investissement bien inférieur que pour un grand barrage, et d'accroître l'autonomie des communautés. Mais la production d'électricité à petite échelle est rarement la priorité des gouvernements...

Ainsi au Népal, la mobilisation de la société civile a permis l'annulation de la construction du barrage d'Arun III soutenu par la Banque mondiale. Ce projet ruineux (1 milliard de dollars soit près d'une fois et demi le budget national du Népal) aurait entres autres détruit l'une des dernières forêts intactes de l'Himalaya et menacé la survie des populations locales. Cette victoire a forcé le gouvernement à réévaluer l'intérêt des projets micro-hydrauliques et l'a conduit à ouvrir le secteur de l'énergie aux petits producteurs permettant ainsi à de nombreux villages de développer leurs propres mini-centrales hydrauliques dont certaines gérées collectivement. Au final, comparé aux capacités estimées d'Arun III, cela a permis de produire près d'un tiers d'électricité en plus, en deux fois moins de temps et pour un coût divisé par deux. **A ce jour, la BEI n'a financé aucune alternative de ce type.**

'À QUI PROFITENT VRAIMENT LES GRANDS BARRAGES ?

Pourquoi l'Europe finance les grands barrages dans les pays du Sud



Campagne soutenue par : AITEC, ATTAC, CADTM France, CCFD-Terre Solidaires, Coordinator SUD, CRID, Franco Libertés, Ingénieurs sans Frontières, Réseau Foi et Justice Afrique-Europe, Réseau Une Seule Planète, Rimini, Sherpa.

Soutiens au niveau international : Boiti Erndt, CADTM Belgique, Campagne per la Riforma della Banca Mondiale, CEE Bankwatch, CounterBalance, Ecologistas en Acción, Friends of the Earth, Sovetsk-CEPA, International Rivers, Observatori del Dialecte en la Globalització, Urgewald.



www.amisdela terre.org

Monsieur le président,

Depuis 2003, la Banque européenne d'investissement a accordé près de 900 millions d'euros de prêts aux centrales hydroélectriques sous couvert de financer une énergie propre et durable. Or les conséquences désastreuses des grands barrages sur l'environnement et sur la vie des populations locales sont aujourd'hui bien connues. Le rapport final de la Commission mondiale des barrages, créée par la Banque mondiale et rendu public en novembre 2000 estime en effet que « *dans de trop nombreux cas, le prix payé par les personnes déplacées, les communautés en aval, les contribuables et le milieu naturel pour s'assurer de ces bénéfices a été inacceptable et souvent inutile, particulièrement du point de vue social et environnemental* ».

Afin de garantir que les grands barrages contribuent réellement au développement, ce rapport propose une réforme des processus de planification existants incluant entre autres l'évaluation des besoins en eau et en énergie, la confirmation documentée que le grand barrage soit la meilleure option possible, la nécessité d'obtenir le consentement des populations locales et de s'assurer que les bénéfices soient redistribués et que les personnes affectées soient indemnisées correctement, le respect des normes sociales et environnementales et l'évaluation périodique de l'exploitation de ces barrages.

A ce jour, la BEI ne répond en rien à ces exigences étant donné qu'aucune de ces recommandations n'a été adoptée dans vos politiques d'action. C'est pourquoi je vous demande de réorienter prioritairement vos prêts au secteur énergie vers la petite hydroélectricité et les autres énergies réellement renouvelables ainsi que d'instaurer un moratoire sur le financement des grands projets hydroélectriques tant que la BEI n'aura pas adopté concrètement les recommandations de la Commission mondiale des barrages, des normes environnementales et sociales strictes, des critères de lutte contre la pauvreté, et une transparence fortement accrue.

Ces conditions sont indispensables pour que la BEI respecte enfin le mandat de développement que lui impose l'Union européenne hors de l'UE.

En vous remerciant de l'importance que vous accorderez à cette demande, je vous prie d'agréer, Monsieur le président l'expression de ma plus haute considération.

Nom/prénom :

Adresse :

..... Signature :



Les Amis
de la Terre

Monsieur Werner Hoyer
President European Investment Bank

100 boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
Luxembourg

0,77 €

RECOMMANDATIONS

L'ensemble des acteurs financiers doit **réorienter les financements des grands barrages vers la petite hydroélectricité et les autres énergies réellement renouvelables pour garantir le droit pour tous d'accéder à l'énergie de façon soutenable.**

Afin de respecter son mandat de développement et d'éviter la destruction de l'environnement et des conditions de vie des populations, **la Banque européenne d'investissement doit plus particulièrement :**

- **Instaurer un moratoire sur la financement des grands barrages tant qu'elle n'a pas adopté concrètement les recommandations de la Commission mondiale des barrages ;**
- **Démarrer une évaluation multipartite de sa politique de prêts à l'énergie pour déterminer comment les prêts de la BEI peuvent assurer le développement d'énergies réellement propres, bénéficiant aux plus pauvres et répondant aux objectifs de développement de l'UE, et mettre en œuvre une politique cohérente en la matière ;**
- **Améliorer significativement la transparence de ses opérations : la BEI doit permettre un suivi effectif de l'utilisation de ses fonds ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.**

Nous avons tous un rôle à jouer. La France fait partie des quatre contributeurs les plus importants au capital de la Banque européenne d'investissement (BEI). Elle dispose à ce titre d'un nombre de voix important au sein de son Conseil d'administration. Les pays du Sud ont besoin que les Etats qui ont du poids au sein de la Banque fassent entendre leurs voix. C'est pourquoi depuis 2007, les Amis de la Terre participent activement à la coalition européenne CounterBalance dont la mission est de faire de la BEI une institution ouverte et progressiste, mettant en œuvre les objectifs de l'Union européenne en matière de développement, favorisant des sociétés soutenables et donnant un droit de recours aux personnes affectées par ses activités.

Retrouvez toutes les informations relatives aux grands barrages à l'adresse suivante : www.amisdelaterre.org/grandsbarrages

La **fédération des Amis de la Terre** est une association de protection de l'Homme et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique et religieux. Créée en 1970, elle a participé à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial – Les Amis de la Terre International – présent dans 76 pays et réunissant 2 millions de membres sur les cinq continents. En France, les Amis de la Terre forment un réseau d'une trentaine de groupes locaux autonomes, qui agissent selon leurs priorités locales et relaient les campagnes nationales et internationales sur la base d'un engagement commun en faveur de la justice sociale et environnementale.

Les Amis de la Terre France

2B rue Jules Ferry • 93100 Montreuil

Tél. : 01 48 51 32 22 • Mail : france@amisdelaterre.org



Ce document a été réalisé avec le soutien financier de la Commission européenne. Le contenu de ce document ne reflète en aucun cas les positions de l'Union européenne.



Challenging
the European
Investment
Bank



**Les Amis
de la Terre**